

Art. 2. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 4 april 2024 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Federale Staat betreffende de intergouvernementele uitvoering van Verordening (EU) 2018/1724 van het Europees Parlement en de Raad van 2 oktober 2018 tot oprichting van één digitale toegangspoort voor informatie, procedures en diensten voor ondersteuning en probleemoplossing en houdende wijziging van Verordening (EU) nr. 1024/2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President et Minister van Klimaat, Energie, Infrastructuren en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
C. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waals Parlement, 1722 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3

Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/204457]

29 AVRIL 2024. — Décret modifiant le décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations en vue d'y instaurer les tests de situation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, les modifications suivantes sont apportées au paragraphe 1^{er} :

1° au 12°, les mots " ou une mesure alternative " sont insérés entre " une amende administrative " et " peut être infligée ";

2° il est inséré un 16° rédigé comme suit :

" 16° la mesure alternative : la mesure infligée au contrevenant par le fonctionnaire sanctionnateur qui, si elle est valablement exécutée, se substitue à l'amende administrative conformément aux dispositions de la section 2/1 du chapitre 9. "

Art. 3. Dans le même décret, il est inséré un article 10/1 rédigé comme suit :

" Art. 10/1. § 1^{er}. En vue de la recherche et de la constatation des violations du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et de ses arrêtés d'exécution, les inspecteurs peuvent réaliser des tests de situation de l'employeur et du bénéficiaire en se présentant comme des clients, des clients potentiels, des travailleurs ou des travailleurs potentiels, afin de vérifier si une discrimination fondée sur un ou plusieurs critères protégés visé à l'article 4, 5°, dudit décret a été ou est commise.

Le test de situation réalisé par les inspecteurs, sous une identité d'emprunt et, par dérogation à l'article 6, sans devoir se justifier de leurs fonctions ou du fait que les constatations faites à cette occasion peuvent être utilisées pour l'exercice du contrôle, peut, entre autres, mais pas exclusivement, consister en :

1° l'envoi par les inspecteurs, en principe en réponse à une offre d'emploi ou, sans préjudice du paragraphe 4, à la manière de candidature spontanées, de candidatures similaires qui varient uniquement selon l'un des critères protégés visés à l'article 4, 5°, du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination. La présentation de ces candidatures a lieu en principe en réponse à une offre d'emploi ou, sans préjudice du paragraphe 5, à la manière de candidatures spontanées;

2° la prise de contact avec un employeur en vue de vérifier qu'il ne répond pas à une demande discriminatoire d'un client ou d'un client potentiel.

L'enregistrement de la conversation réalisé à l'insu des autres participants à la conversation peut être utilisé à des fins probatoires pour autant qu'il ait été réalisé par les inspecteurs participant à la conversation ou assistant à la conversation réalisée par le tiers visé au paragraphe 7.

En cas de test de situation, les articles 193 à 214 du Code pénal ne sont pas applicables lorsque des éléments fictifs sont introduits dans les candidatures rédigées dans le but de permettre la réalisation d'un test.

§ 2. Les personnes suivantes qui, à l'occasion des tests de situation prévus par le présent article, commettent des faits punissables nécessaires, ne commettent pas d'infraction :

- 1° les inspecteurs;
- 2° le magistrat du ministère public qui autorise le test de situation;
- 3° le tiers visé au paragraphe 7 lorsqu'il se substitue à un inspecteur pour la réalisation du test de situation;
- 4° l'expert visé au paragraphe 8 lorsqu'il participe à la confection d'une candidature.

§ 3. L'ensemble des actions réalisées lors du test de situation et ses résultats sont consignés dans un rapport.

L'inspecteur notifie par courrier recommandé une copie du rapport sur le test de situation à la victime qui a introduit une plainte si celle-ci en a fait la demande. La notification a lieu dans les quinze jours qui suivent l'adoption du rapport.

§ 4. Le test de situation répond aux conditions suivantes :

1° il ne peut avoir un caractère provoquant au sens de l'article 30 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale et se borne à créer l'occasion de mettre à jour une pratique discriminante en reproduisant, sans excès, un processus d'embauche, de recrutement ou de mise à l'emploi ou toute autre situation de travail dans laquelle une telle pratique est susceptible de se produire;

2° il est réalisé uniquement dans les cas suivants :

a) sur base de la présence d'indications objectives de discrimination, ou à la suite d'une plainte étayée ou d'un signalement;

b) sur la base d'une suspicion raisonnable de pratiques discriminatoires mises en lumière au niveau d'un secteur d'activité, notamment, par les résultats d'études statistiques;

c) sur la base d'une suspicion raisonnable de pratiques discriminatoires mise en lumière, notamment, à la suite des résultats de la comparaison des données sociales d'entreprises au sein d'un secteur d'activité avec celles de l'économie wallonne.

Les tests de situation visés sous b) et c) sont réalisés uniquement avec l'accord exprès et préalable de l'auditeur du travail ou du procureur du Roi.

§ 5. Le test de situation réalisé conformément à la présente disposition, s'il est positif, est constitutif d'un fait permettant de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte susceptible de sanction en application du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

§ 6. Si le test de situation est positif, les inspecteurs procèdent à l'audition de la personne en infraction conformément aux articles 33 et 34.

§ 7. L'inspecteur peut, pour la seule et unique réalisation d'un test de situation, faire appel momentanément à un tiers qui n'est pas inspecteur dans la mesure où la réalisation de ce test nécessite l'intervention d'une personne qui présente une caractéristique particulière en lien avec l'un des motifs de discrimination mentionnés à l'article 4, 7° et 9°, du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination. Ce tiers agit pour le compte de l'inspecteur et sous la pleine et entière responsabilité de ce dernier.

L'auditeur du travail ou le procureur du Roi donne son accord exprès et préalable à l'appui par un tiers.

Le Gouvernement détermine les modalités de désignation des tiers ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent être rémunérés.

§ 8. L'inspecteur peut, pour la rédaction d'un acte de candidature devant être utilisé dans le cadre d'un test de situation, se faire assister par un expert, qui n'est pas inspecteur, dans la mesure où l'offre d'emploi à laquelle il est envisagé de répondre ou la candidature spontanée qu'il est envisagé d'envoyer correspond à un profil particulier.

Le Gouvernement détermine les modalités de désignation des experts ainsi que les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent être rémunérés. "

Art. 4. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre IX est remplacé par ce qui suit :

" Amendes administratives et mesures alternatives "

Art. 5. Dans l'article 50 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots " ou d'une mesure alternative " sont insérés après les mots " font l'objet d'une amende administrative ";

2° au paragraphe 2, les mots " sont poursuivies par voie d'amende administrative " sont remplacés par les mots " sont soit poursuivies par voie d'amende administrative, soit font l'objet d'une mesure alternative ";

3° au paragraphe 3, les mots " et prend les décisions relatives aux mesures alternatives " sont insérés entre les mots " inflige les amendes administratives " et " dans des conditions garantissant son indépendance ".

Art. 6. Dans l'article 51 du même décret, les mots " ou d'une mesure alternative " sont insérés entre les mots " d'une amende administrative " et les mots " est exclue ".

Art. 7. Dans l'article 52, alinéa 2, du même décret, les mots " la procédure d'amende administrative " sont remplacés par les mots " des poursuites administratives ".

Art. 8. Dans l'article 56, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou de la mesure alternative " sont insérés entre les mots " l'application de l'amende administrative " et les mots " et l'autorise, sur demande ".

Art. 9. Dans l'intitulé de la sous-section 3, section 1^{er} du chapitre IX du même décret, les mots " ou une mesure alternative " sont insérés après les mots " une amende administrative ".

Art. 10. Dans l'article 58 du même décret, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " L'amende administrative " et les mots " peut être infligée ".

Art. 11. Dans l'article 59, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " L'amende administrative " et les mots " ne peut plus être infligée ".

Art. 12. Dans l'article 60 du même décret, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " L'amende administrative " et les mots " ne peut pas être infligée ".

Art. 13. Dans l'article 61, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " une simple déclaration de culpabilité ou infliger une amende administrative " sont remplacés par les mots " une simple déclaration de culpabilité, infliger une mesure alternative ou une amende administrative ".

Art. 14. Dans l'article 62, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " soit d'infliger l'amende administrative " et le mot " envisagée ".

Art. 15. Dans l'article 63 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots " ou la mesure alternative " sont insérés entre les mots " l'amende administrative " et les mots " est motivée ";

2^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

" Elle constitue une injonction soit de payer l'amende administrative, soit de réaliser la mesure alternative ou, à défaut d'exécution valable de cette mesure, de payer l'amende administrative, et contient, entre autres, les considérations de droit et de fait pour, d'une part, répondre aux moyens de défense présentés et, d'autre part, motiver le montant de l'amende administrative ainsi que, le cas échéant, les modalités d'exécution de la mesure alternative. ";

3^o à l'alinéa 3, il est inséré un 4^o/1 rédigé comme suit :

" 4^o/1 le cas échéant, les modalités d'exécution de la mesure alternative; ".

Art. 16. Dans l'article 64, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " à acquitter l'amende dans le délai visé à l'article 68 " sont remplacés par les mots " soit à acquitter l'amende dans le délai visé à l'article 68, soit à réaliser la mesure alternative ou, à défaut d'exécution valable de cette mesure, à acquitter l'amende administrative ".

Art. 17. À l'article 66 du même décret, les mots " ou une mesure alternative " sont insérés après les mots " une amende administrative ".

Art. 18. Dans l'article 68, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou à compter du jour de la notification de l'invitation à acquitter l'amende administrative en cas d'exécution non valable de la mesure alternative " sont insérés après les mots " la décision judiciaire est coulée en force de chose jugée ".

Art. 19. Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre IX du même décret, les mots " et aux mesures alternatives " sont insérés après les mots " aux amendes administratives ".

Art. 20. Dans l'article 80, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots " ou une mesure alternative, " sont insérés entre les mots " infligeant une amende administrative " et les mots " ou une condamnation ".

Art. 21. Dans l'intitulé de la sous-section 5, section 2, du chapitre IX du même décret, les mots " ou de la mesure alternative " sont insérés après les mots " de l'amende administrative ".

Art. 22. Dans l'article 83 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots " ou de la mesure alternative " sont insérés entre les mots " l'amende administrative " et les mots " il ne peut être tenu compte d'une décision ";

2^o les mots " ou une mesure alternative " sont insérés entre les mots " infligeant une amende administrative " et les mots " ou déclarant une culpabilité ".

Art. 23. Dans chapitre IX du même décret, une section 2/1 intitulée " Mesures alternatives " est insérée.

Art. 24. Dans le chapitre IX, section 2/1, insérée par l'article 23, il est inséré une sous-section 1^e intitulée " Dispositions générales ".

Art. 25. Dans le chapitre IX, section 2/1, sous-section 1^e, insérée par l'article 24, il est inséré un article 85/1 rédigé comme suit :

" Art. 85/1. § 1^{er}. Dans les cas où il l'estime opportun et lorsqu'une législation ou réglementation le prévoit expressément, le fonctionnaire sanctionnateur peut infliger une mesure alternative au contrevenant majeur, moyennant son accord ou à la demande de ce dernier.

Lorsque la proposition émane du fonctionnaire sanctionnateur, le contrevenant est tenu de répondre dans les 30 jours à dater de l'envoi du courrier proposant la mesure alternative.

En cas d'accord sur la proposition, le fonctionnaire sanctionnateur notifie sa décision dans laquelle il détermine les modalités et conditions d'exécution de la mesure et prévoit une amende administrative à titre subsidiaire.

En cas de refus, le fonctionnaire sanctionnateur conserve la possibilité d'infliger uniquement une amende administrative.

§ 2. A l'issue du délai prévu dans la décision, l'exécution de la mesure alternative est contrôlée et le fonctionnaire sanctionnateur informe le contrevenant :

1^o soit qu'il valide la bonne exécution de la mesure alternative et qu'aucune amende administrative n'est due;

2^o soit qu'il en invalide la bonne exécution et l'enjoint à acquitter l'amende administrative prévue dans la décision visée à l'article 63.

Le fonctionnaire sanctionnateur peut proroger le délai prévu dans la décision pour un maximum de soixante jours à compter de l'échéance fixée initialement, pour autant que le contrevenant apporte une motivation raisonnable justifiant le dépassement du délai. "

Art. 26. Dans le chapitre IX, section 2/1, insérée par l'article 23, il est inséré une sous-section 2 intitulée " Prestation citoyenne ".

Art. 27. Dans le chapitre IX, section 2/1, sous-section 2, il est inséré un article 85/2 rédigé comme suit :

” Art. 85/2. § 1^{er}. La prestation citoyenne consiste, le cas échéant conjointement, en :

1° une formation;

2° une prestation à titre gratuit encadrée par une entité désignée par le Gouvernement.

Elle est exécutée dans un délai d’un an à partir de la date de la notification de la décision du fonctionnaire sanctionnateur.

§ 2. Un organisme d’encadrement supervise l’exécution de la mesure.

Lorsque l’organisme d’encadrement constate que la prestation citoyenne a été valablement exécutée par le contrevenant dans les délais impartis, il en informe le fonctionnaire sanctionnateur par courrier électronique.

Lorsque l’organisme d’encadrement constate que la prestation citoyenne n’a pas été valablement exécutée dans les délais impartis, il en fait rapport au fonctionnaire sanctionnateur au plus tard dans les trente jours de l’échéance du délai prévu au paragraphe 1^{er}, alinéa 2. ”.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu’il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 avril 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l’Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l’Innovation, du Numérique, de l’Aménagement du territoire, de l’Agriculture, de l’IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l’Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l’Emploi, de la Formation, de la Santé, de l’Action sociale et de l’Economie sociale, de l’Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l’Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l’Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1712 (2023-2024) Nrs. 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 26 avril 2024

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/204457]

29 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen met het oog op de invoering van situatietests (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. In paragraaf 1 van artikel 2 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 12° worden de woorden ”of een alternatieve maatregel” ingevoegd tussen de woorden ”een administratieve geldboete” en de woorden ”overeenkomstig Hoofdstuk 9 opgelegd kan worden”;

2° er wordt een punt 16° ingevoegd, luidend als volgt:

”16° de alternatieve maatregel: de door de sanctionerend ambtenaar aan de overtreder opgelegde maatregel die, indien rechtsgeldig uitgevoerd, de administratieve geldboete vervangt overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2/1 van hoofdstuk 9. ”.

Art. 3. Er wordt een artikel 10/1 in hetzelfde decreet ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 10/1. § 1. Met het oog op het onderzoeken en vaststellen van inbreuken op het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de uitvoeringsbesluiten ervan, kunnen inspecteurs situatietests uitvoeren bij de werkgever en de begunstigde door zich voor te doen als klanten, potentiële klanten, werknemers of potentiële werknemers, om na te gaan of er discriminatie op basis van één of meerdere beschermde criteria als bedoeld in artikel 4, 5°, van voornoemd decreet werd of wordt gepleegd.

De situatietest die door de inspecteurs wordt uitgevoerd onder een aangenomen identiteit en, in afwijking van artikel 6, zonder dat zij zich hoeven te verantwoorden voor hun taak of voor het feit dat de bij deze gelegenheid gedane bevindingen kunnen worden gebruikt voor de doeleinden van de inspectie, kan onder andere, maar niet uitsluitend, bestaan uit :

1° de verzending door inspecteurs, in principe naar aanleiding van een werkaanbieding of, onverminderd paragraaf 4, in de vorm van spontane sollicitaties, van gelijkaardige sollicitaties die enkel verschillen volgens één van de beschermde criteria bedoeld in artikel 4, 5°, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie. Dergelijke sollicitaties worden meestal ingediend als reactie op een vacature of, onverminderd lid 5, als open sollicitatie;

2° het leggen van contact met een werkgever om na te gaan of hij niet ingaat op een discriminerend verzoek van een klant of potentiële klant.

De opname van het gesprek die buiten medeweten van de andere deelnemers aan het gesprek is gemaakt, mag voor bewijsdoeleinden worden gebruikt op voorwaarde dat zij is gemaakt door de inspecteurs die aan het gesprek deelnemen of het gesprek bijwonen dat door de in paragraaf 7 bedoelde derde is gevoerd.

In het geval van een situatietest zijn de artikelen 193 tot 214 van het Strafwetboek niet van toepassing wanneer fictieve elementen worden ingevoerd in de kandidaturen die zijn opgesteld om een test te kunnen uitvoeren.

§ 2. De volgende personen die, tijdens de situatietests voorzien in dit artikel, de nodige strafbare feiten plegen, plegen geen overtreding:

1° de inspecteurs;

2° de magistraat van het openbaar ministerie die de situatietest toestaat;

3° de in § 7 bedoelde derde partij wanneer hij een inspecteur vervangt om de situatietest uit te voeren;

4° de deskundige bedoeld in paragraaf 8 wanneer hij betrokken is bij de voorbereiding van een kandidatuur.

§ 3. Alle acties die tijdens de situatietest worden uitgevoerd en de resultaten worden vastgelegd in een verslag.

De inspecteur stuurt een kopie van het verslag over de situatietest per aangetekende post naar het slachtoffer dat de klacht heeft ingediend, als het slachtoffer daarom vraagt. De kennisgeving vindt plaats binnen vijftien dagen na de goedkeuring van het verslag.

§ 4. De situatietest voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° hij kan niet provocerend zijn in de zin van artikel 30 van de inleidende titel van het Wetboek van Strafvordering en is beperkt tot het creëren van een gelegenheid om een discriminerende praktijk aan de kaak te stellen door, zonder overdrijving, een wervings- of selectieprocedure of een andere werksituatie waarin een dergelijke praktijk kan voorkomen, te reproduceren;

2° hij wordt alleen uitgevoerd in de volgende gevallen:

a) op basis van objectieve aanwijzingen van discriminatie, of na een gegronde klacht of melding;

b) op basis van een redelijk vermoeden van discriminerende praktijken die op het niveau van een activiteitensector aan het licht zijn gekomen, in het bijzonder door de resultaten van statistische studies;

c) op basis van een redelijk vermoeden van discriminerende praktijken die aan het licht zijn gekomen, in het bijzonder naar aanleiding van de resultaten van een vergelijking van de sociale gegevens van bedrijven binnen een activiteitensector met die van de Waalse economie.

De situatietests bedoeld onder b) en c) worden alleen uitgevoerd met de uitdrukkelijke voorafgaande toestemming van de arbeidsauditeur of de officier van justitie.

§ 5. Als de situatietest die in overeenstemming met deze bepaling wordt uitgevoerd, positief is, vormt dit een feit dat aanleiding geeft tot een vermoeden van het bestaan van directe of indirecte discriminatie die kan worden bestraft in overeenstemming met het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

§ 6. Als de situatietest positief is, horen de inspecteurs de overtreder overeenkomstig artikel 33 en 34.

§ 7. De inspecteur kan, uitsluitend met het oog op het uitvoeren van een situatietest, tijdelijk een beroep doen op een derde die geen inspecteur is, voor zover het uitvoeren van die test de tussenkomst vereist van een persoon die een bijzonder kenmerk heeft dat verband houdt met een van de discriminatiegronden vermeld in artikel 4, 7° en 9°, van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie. Deze derde partij handelt in naam van de inspecteur en onder diens volledige verantwoordelijkheid.

De arbeidsauditeur of de procureur des konings geeft zijn uitdrukkelijke voorafgaande toestemming voor ondersteuning door een derde partij.

De Regering bepaalt de procedures voor de aanstelling van derden en de voorwaarden waaronder zij kunnen worden bezoldigd.

§ 8. Bij het opstellen van een sollicitatieformulier voor een situatietest kan de inspecteur zich laten bijstaan door een deskundige, die geen inspecteur is, als de vacature waarop hij wil reageren of de open sollicitatie die hij wil versturen, overeenkomt met een bepaald profiel.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de aanstelling van derden en de voorwaarden waaronder zij kunnen worden bezoldigd. "

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk IX vervangen als volgt:

"Administratieve boetes en alternatieve maatregelen".

Art. 5. In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden "of een alternatieve maatregel" ingevoegd na de woorden "maken het voorwerp uit van een administratieve geldboete";

2° in paragraaf 2 worden de woorden "bestraft met een administratieve geldboete" vervangen door de woorden "bestraft met een administratieve geldboete of maken het voorwerp uit van een alternatieve maatregel";

3° in paragraaf 3 worden de woorden "en neemt beslissingen over alternatieve maatregelen" ingevoegd tussen de woorden "legt de administratieve geldboetes" en de woorden "onder voorwaarden die zijn onafhankelijkheid en onpartijdigheid waarborgen".

Art. 6. In artikel 51 van hetzelfde decreet worden de woorden "of van een alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "van een administratieve geldboete" en de woorden "wordt uitgesloten".

Art. 7. In artikel 52, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of de procedure voor de administratieve geldboete moet worden opgestart" vervangen door de woorden "of er een administratieve procedure wordt gestart".

Art. 8. In artikel 56, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of tot de alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "tot een administratieve geldboete" en de woorden "ter beschikking van de".

Art. 9. In het opschrift van onderafdeling 3, afdeling 1 van hoofdstuk IX van hetzelfde decreet worden de woorden "een alternatieve maatregel" ingevoegd na de woorden "een administratieve geldboete".

Art. 10. In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de woorden "of de alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "De administratieve geldboete" en de woorden "kan alleen worden opgelegd".

Art. 11. In artikel 59, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of de alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "De administratieve geldboete" en de woorden "kan alleen worden opgelegd".

Art. 12. In artikel 60 van hetzelfde decreet worden de woorden "of de alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "De administratieve geldboete" en de woorden "mag niet worden opgelegd".

Art. 13. In artikel 61, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "een eenvoudige schuldigverklaring of een administratieve geldboete opleggen" vervangen door de woorden "een eenvoudige schuldigverklaring of een alternatieve maatregel of een administratieve geldboete opleggen".

Art. 14. In artikel 62, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "alternatieve maatregel of" ingevoegd tussen het woord "overwogen" en de woorden "administratieve geldboete".

Art. 15. In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de woorden "of de alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "administratieve geldboete" en de woorden "is met redenen omkleed";

2° lid 2 wordt vervangen door wat volgt:

"Ze vormt een bevel om ofwel de administratieve boete te betalen ofwel de alternatieve maatregel uit te voeren of, bij gebreke van een geldige uitvoering van deze maatregel, om de administratieve geldboete te betalen en omvat onder andere de juridische en feitelijke overwegingen die nodig zijn om te reageren op de ingediende verweren en om het bedrag van de administratieve geldboete te rechtvaardigen, evenals, indien van toepassing, de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de alternatieve maatregel. ";

3° in lid 3 wordt een punt 4°/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"4°/1 indien van toepassing, de modaliteiten voor de tenuitvoerlegging van de alternatieve maatregel;"

Art. 16. In artikel 64, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "tot betaling van de geldboete binnen de termijn bepaald bij artikel 68" vervangen door de woorden "tot betaling van de geldboete binnen de termijn bepaald bij artikel 68 of tot uitvoering van de alternatieve maatregel of, bij gebreke van geldige uitvoering van deze maatregel, tot betaling van de administratieve geldboete".

Art. 17. In artikel 66 van hetzelfde decreet worden de woorden "of een alternatieve maatregel" ingevoegd na de woorden "een administratieve geldboete".

Art. 18. In artikel 68, eerste lid, van hetzelfde decreet worden na de woorden "of op de dag van de kennisgeving van de uitnodiging tot betaling van de administratieve geldboete, indien de alternatieve maatregel niet op geldige wijze ten uitvoer is gelegd" ingevoegd na de woorden "of op de dag waarop de gerechtelijke beslissing in kracht van gewijsde is gegaan".

Art. 19. In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IX van hetzelfde decreet worden de woorden "en op de alternatieve maatregelen" ingevoegd na de woorden "op de administratieve geldboetes".

Art. 20. In artikel 80, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of een alternatieve maatregel" ingevoegd tussen de woorden "tot oplegging van een administratieve geldboete" en de woorden "of een veroordeling".

Art. 21. Het opschrift van onderafdeling 5, afdeling 2, van hoofdstuk IX van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt: "Uitwissing van de administratieve geldboete of van de alternatieve maatregel".

Art. 22. In artikel 83 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "of van de alternatieve maatregel" worden ingevoegd tussen de woorden

"bedrag van de geldboete" en de woorden "mag geen rekening gehouden";

2° de woorden "of een alternatieve maatregel" worden ingevoegd tussen de woorden "tot oplegging van een administratieve geldboete" en de woorden "of tot schuldigverklaring".

Art. 23. In hoofdstuk IX van hetzelfde decreet wordt een afdeling 2/1 "Alternatieve maatregelen" ingevoegd.

Art. 24. In hoofdstuk IX, afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 23, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift "Algemene bepalingen".

Art. 25. In hoofdstuk IX, onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 854/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 85/1. § 1. In gevallen waarin de sanctionerend ambtenaar het passend acht en waarin de wet- of regelgeving uitdrukkelijk daarin voorziet, kan hij de volwassen overtreder een alternatieve maatregel opleggen, met instemming van de overtreder of op zijn verzoek.

Als het voorstel van de sanctionerend ambtenaar komt, is de overtreder verplicht om binnen 30 dagen na de datum waarop de brief met het voorstel voor de alternatieve maatregel is verzonden, te reageren.

Als het voorstel wordt aanvaard, deelt de sanctionerend ambtenaar zijn beslissing mee, met vermelding van de modaliteiten voor de uitvoering van de maatregel en het opleggen van een administratieve geldboete als alternatief.

Bij weigering behoudt de sanctionerend ambtenaar de mogelijkheid om alleen een administratieve geldboete op te leggen.

§ 2. Aan het einde van de in de beslissing vastgestelde periode wordt de uitvoering van de alternatieve maatregel gecontroleerd en informeert de sanctionerend ambtenaar de overtreder:

1° ofwel dat hij de goede uitvoering van de alternatieve maatregel valideert en dat er geen administratieve geldboete verschuldigd is;

2° ofwel dat hij de goede uitvoering daarvan niet valideert en veroordeelt hij hem tot betaling van de administratieve geldboete voorzien in de beslissing bedoeld in artikel 63.

De sanctionerend ambtenaar kan de in de beslissing vastgestelde termijn met maximaal zestig dagen na de oorspronkelijk vastgestelde termijn verlengen, op voorwaarde dat de overtreder redelijke gronden opgeeft voor de overschrijding van de termijn. ”.

Art. 26. In hoofdstuk IX, afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 23, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift “Dienstverlening als burger”.

Art. 27. In hoofdstuk IX, afdeling 2/1, onderafdeling 2, wordt een artikel 85/2 ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. 85/2. § 1. De dienstverlening als burger bestaat, in voorkomend geval gezamenlijk, in:

1° een opleiding;

2° een gratis dienst die onder toezicht staat van een door de Regering aangeduide entiteit.

Hij wordt uitgevoerd binnen een jaar na de datum van kennisgeving van de beslissing door de sanctionerend ambtenaar.

§ 2. Een begeleidingsinstelling houdt toezicht op de uitvoering van de maatregel.

Als de begeleidingsinstelling van mening is dat de overtreder de dienstverlening als burger op geldige wijze binnen de termijn heeft voltooid, stelt zij de sanctionerend ambtenaar hiervan per e-mail op de hoogte.

Als de begeleidingsinstelling constateert dat de dienstverlening als burger niet naar behoren binnen de termijn is verricht, meldt zij dit uiterlijk dertig dagen na het verstrijken van de in paragraaf 1, tweede lid, bedoelde termijn aan de ambtenaar die de sanctie heeft opgelegd. ”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 april 2024.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2023-2024.
Stukken van het Waals Parlement, 1712 (2023-2024) Nrs. 1 tot en met 3
Volledig verslag, plenaire zitting van 26 april 2024
Bespreking.
Stemming.